

Du multiculturalisme à l'interculturalisme : les données confirment le changement

Ricard ZAPATA - BARRERO

Comme alternative au paradigme de politique multiculturelle qui domine depuis deux décennies, Ricard Zapata-Barrero soutient que le paradigme de politique interculturelle constitue une opportunité d'intégration et d'amélioration socio-économique. L'auteur explique que la visée principale du paradigme de politique interculturelle, qui se caractérise par son efficacité au niveau de la ville et à de multiples niveaux, par sa proximité et son pragmatisme, ainsi que par sa nature non idéologique, est d'encourager les contacts entre les personnes en considérant la diversité comme un avantage et une ressource.

Le paradigme de politique multiculturelle a été dominant tout au long des deux dernières décennies, promouvant l'intégration des immigrés dans la population en respectant leurs différences et en reconnaissant leurs pratiques culturelles, leurs religions et leurs langues et en mettant l'accent sur leur participation à la vie économique et politique (Kymlicka, 2010). Les tentatives de cartographier le multiculturalisme par des indicateurs (S. Vertovec, 2010 ; Banting and Kymlicka, 2013) nous fournissent au moins trois types d'informations. Premièrement, le multiculturalisme a déployé la plupart de ses outils en termes de protection des droits, comme un contenant de caractères exceptionnels. Deuxièmement, il a légitimé des structures et des arrangements institutionnels spécifiques, ainsi que des politiques spécifiques de financement et de discrimination positive visant la non-aliénation de groupes spécifiques. Enfin, troisièmement, une approche basée sur le groupe a été dominante dans l'application du principe d'égalité. Cela a été présenté comme faisant partie d'une vague historique de démocratisation, de libéralisation et de protection des droits de l'homme (Kymlicka, 2015).

Dans les études sur la migration, le diagnostic de la situation est qu'au bout de plusieurs décennies d'application, la politique multiculturelle n'apparaît clairement pas comme un facteur d'intégration et d'amélioration de la situation socio-économique des immigrés. Nous constatons un manque de références dans la gestion de la diversité et une hausse du soutien aux partis politiques xénophobes, dont la plupart sont également eurosceptiques et tiennent des discours populistes hostiles aux migrants (Chopin, 2015). Ceci s'accompagne d'une intensification de la concurrence pour les ressources entre communautés hôtes et migrantes, et a pour effet de réduire la solidarité (Kymlicka, 2016).

C'est dans ce contexte que je voudrais placer le paradigme émergent de politique interculturelle, et me concentrer sur l'un de ses piliers : la vision de la diversité comme un avantage et une ressource, et comme une opportunité pour construire la communauté.

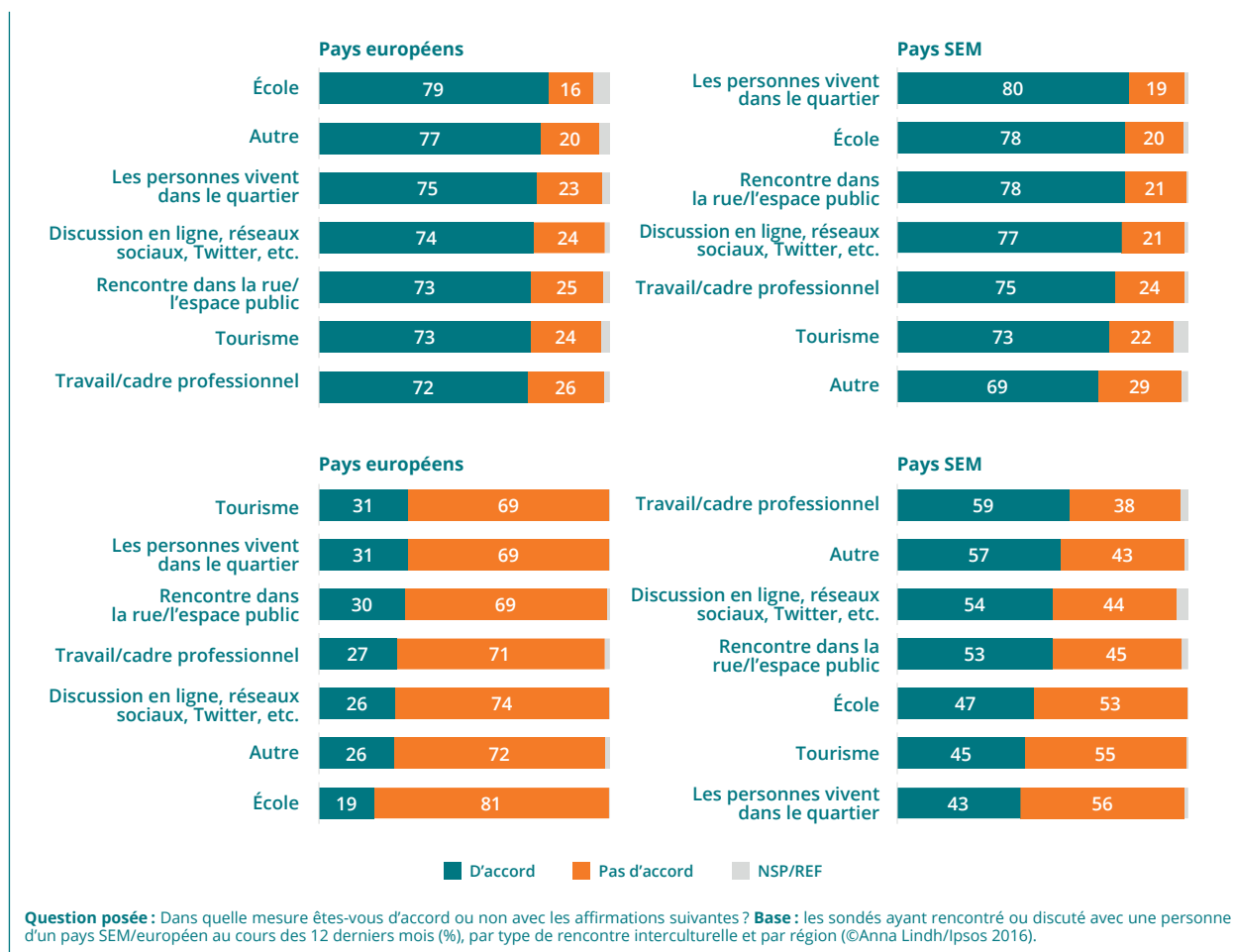
Promouvoir les contacts au sein de sociétés diverses

Un des traits distinctifs du paradigme de politique interculturelle est sa vision spécifique de la diversité comme un avantage. Cet axe normatif est essentiel pour comprendre les stratégies de politique interculturelle. Nous pouvons dire que l'interculturalisme est une technique de promotion du dialogue, des contacts et des interactions entre individus d'horizons différents, en ce compris les nationaux. Ce paradigme considère la promotion des contacts comme un moyen pour éviter le confinement et la ségrégation des personnes, ce qui en définitive est devenu une variable explicative de l'exclusion sociale et des inégalités sociales. Cette définition descriptive de l'interculturalisme doit être envisagée de façon graduelle, allant de la communication circonstancielle et sporadique (par exemple au marché local) à l'interaction et au dialogue interpersonnels impliquant le partage d'un projet commun, voire à l'interdépendance, qui suppose que les personnes ont besoin des actions des autres pour atteindre un objectif.

Les données de l'enquête Anna Lindh/Ipsos menée en 2016 montrent également une corrélation entre le niveau d'appréciation de la diversité chez une personne et le type d'interaction interculturelle dont cette personne a fait l'expérience. En particulier, nous voyons chez les sondés européens que les interactions prenant la forme de discussions en ligne et de contacts au sein des écoles sont davantage susceptibles de produire un changement positif dans la vision de l'autre (37 % et 32 % respectivement) et que les citoyens ont tendance à voir la diversité comme une source de prospérité pour la société (74 % et 78,5 % respectivement) et à refuser de l'envisager comme une menace potentielle (74 % et 80,5 % respectivement) (Graphique 6.1). Chez les sondés SEM, nous constatons un niveau similaire de changement positif dans la vision des Européens quand l'interaction se produit à l'école, dans le quartier ou dans l'espace public (57 %, 57 % et

Chart 6.1

Accord avec des affirmations sur la diversité culturelle et religieuse, par type de rencontre interculturelle



60% respectivement). Cependant, la vision de la diversité comme une source de prospérité pour la société est présente principalement chez les personnes qui ont été exposées à des interactions dans un cadre professionnel ou touristique (78%). Les contacts professionnels sont également ceux qui ont le plus d'impact sur la diffusion de l'idée selon laquelle la diversité constitue une menace pour la stabilité de la société (42%) (Graphique 6.2).

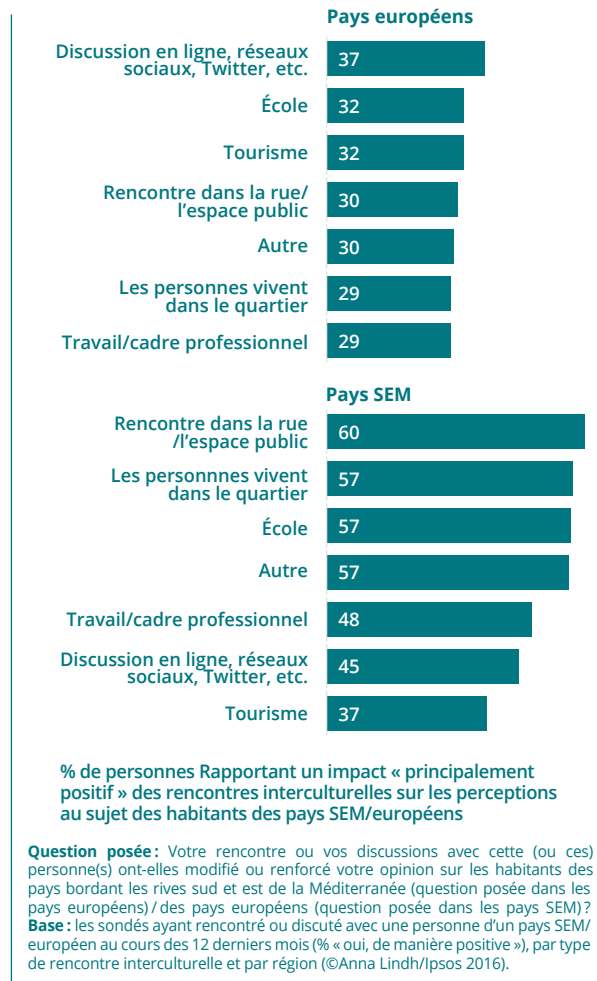
La diversité comme avantage dans la gestion d'une ville

Les premiers promoteurs de l'interculturalisme en tant que politique et pratique sociale proposent un concept de diversité différent qui n'a pas été envisagé par les multiculturalistes : le concept d'avantage de la diversité. Cette notion met en lumière la diversité comme une ressource potentielle et comme une source d'opportunités qui doit être gérée pour tirer le meilleur parti de ses avantages, ce qui est assez novateur dans les débats actuels. En Europe, le paradigme de politique interculturelle prend cette conception de la diversité comme un bénéfice potentiel pour la société, et l'interprète comme une stratégie pour promouvoir ces avantages.

Sur la base d'études urbaines, cette approche met en avant une vision de la diversité comme atout pour la communauté et comme ressource collective, partant du principe que l'optimisation de la diversité accroît les bénéfices sociaux et politiques (Ph. Wood et Ch. Landry, 2008). Un immigrant possède plusieurs compétences et valeurs ajoutées en termes de capital social et culturel, notamment sa langue, ses registres culturels différenciés, ses visions du monde et ses connaissances culturelles particulières. À ce niveau individuel, nous savons aussi que l'interculturalisme est vu comme un outil particulièrement adéquat pour favoriser la créativité, la confiance, la connaissance de l'autre et la réduction des préjugés dans la société (J. W. Berry 2013). Appliqué à la société, cela signifie que la diversité peut être vue comme un moteur de développement social et économique.

Il en découle une nécessité de repenser les institutions et les politiques dans tous les domaines pour traiter la diversité comme une ressource potentielle pour l'intérêt public devant être distribuée, et non pas comme une nuisance devant être contenue. Dans la pratique, cette gestion de l'avantage de la diversité est positive en termes d'égalité des chances dans l'enseignement,

Chart 6.2
Impact des rencontres interculturelles,
par type de rencontre



l'emploi, l'entrepreneuriat, la fonction publique, etc. (Wood & Landry, 2008). Elle est vue comme la stratégie de base pour favoriser la citoyenneté interculturelle (R. Zapata-Barrero, 2016) et comme le moteur fondamental de l'intégration (I. Guidikova, 2015). En effet, une intégration réussie peut passer non seulement par la reconnaissance collective des différences culturelles et par la gestion de la diversité (comme dans le paradigme du multiculturalisme), mais aussi par la stimulation des contacts et par une stratégie visant à intégrer les personnes dans une culture publique de la diversité (Zapata-Barrero, 2015).

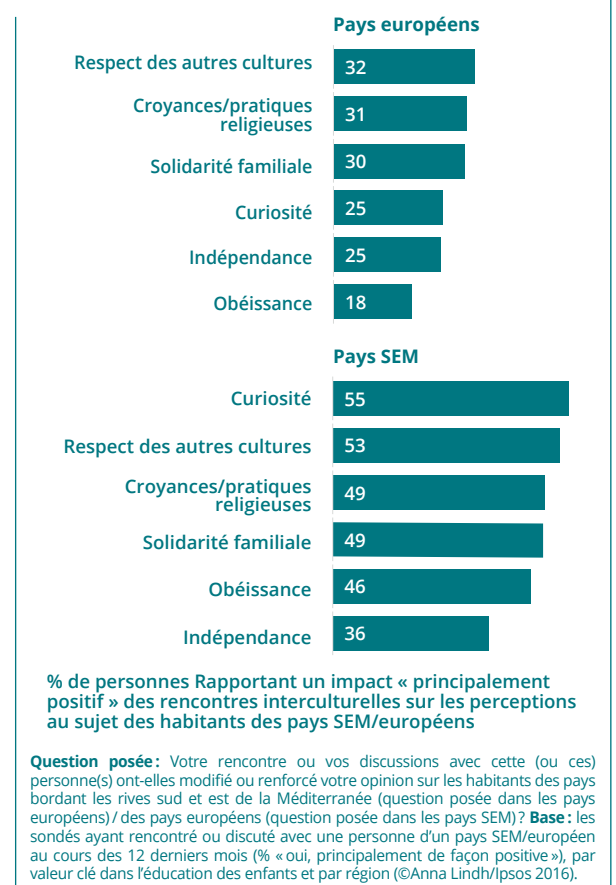
C'est la raison pour laquelle les résultats de l'enquête Anna Lindh/Ipsos sont tellement représentatifs. Ils confirment l'importance des valeurs interculturelles pour éduquer les enfants dans le respect des autres cultures, la solidarité familiale et la reconnaissance des croyances et pratiques religieuses. Cette approche de l'interculturalisme axée sur la socialisation est une stratégie clé en vue de réduire les préjugés et les stéréotypes sur la diversité et de favoriser la connaissance de la diversité comme nouvelle culture publique pour assurer la cohésion sociale.

En l'occurrence, les données recueillies montrent que chez les sondés européens, ceux qui estiment que le respect des autres cultures est une valeur clé dans l'éducation de leurs enfants sont plus susceptibles de changer positivement d'opinion sur l'autre quand ils prennent part à une rencontre directe (32 %) que ceux qui accordent une grande valeur à l'obéissance dans l'éducation de leurs enfants (18 %). De même, les sondés des pays SEM qui accordent une plus grande importance aux valeurs de respect des autres cultures, de solidarité familiale et de croyance religieuse dans l'éducation de leurs enfants apparaissent plus affectés positivement dans leur vision des Européens lorsqu'ils parlent avec eux, avec une moyenne de 50 % de changement positif enregistrée (contre 36 % chez les personnes qui accordent une grande importance à l'indépendance). Une corrélation directe peut également être établie entre l'importance de nourrir la curiosité et l'ouverture à la rencontre (Graphique 6.3).

Interculturalisme vs multiculturalisme

Une autre source du paradigme de politique interculturelle est probablement moins constructiviste et bien plus sociale et cosmopolite. C'est-à-dire que la diversité sans intervention stratégique des autorités peut constituer une source de conflit et creuser les désavantages socio-économiques pour certaines personnes. La notion de

Chart 6.3
Impact des rencontres interculturelles, par valeur
clé des sondés dans l'éducation des enfants



conflit lié à la diversité doit être comprise au sens large, englobant le racisme, la pauvreté et l'exclusion sociale (Cantle 2012, p. 102). T. Cantle a été chargé de produire un Rapport sur l'inquiétude du gouvernement britannique face à des troubles sociaux survenus dans des villes du nord du pays en 2001. Ces événements attribuaient directement les conflits sociaux à l'échec de la politique multiculturelle britannique. Dans son ouvrage *Community Cohesion* (2008), Cantle articule ces arguments contre le paradigme de politique multiculturelle, accusé de promouvoir des « vies parallèles » entre communautés ayant peu de choses en commun et n'entretenant aucun contact entre elles.

Ici, l'argument central du paradigme de politique interculturelle est qu'il est nécessaire de dépasser l'ethnicisation de la politique et le concept très concret de culture liée à l'identité nationale et à la race. Cette vision post-nationale et post- raciale de la culture est indubitablement une critique directe des hypothèses centrales du paradigme de politique multiculturelle et permet de centrer la politique sur les liens communs qui doivent prévaloir sur les différences, en guise de prémisse à la formulation de politiques. Les interculturalistes savent parfaitement que les pratiques et les relations communes peuvent être limitées par l'inégalité, les Rapports de force asymétriques et l'absence d'une culture publique commune minimale. C'est probablement à ce stade que l'interculturalisme montre son côté le plus exigeant, nécessitant des conditions appropriées aux relations interpersonnelles et réduisant les risques de voir les points de contact devenir des points de conflit, en particulier dans les zones vulnérables où les tensions entre communautés ont le dessus.

Gérer les avantages de la diversité dans les villes

Que nous disent ces paramètres normatifs du paradigme de politique interculturelle ? D'abord, du fait de son origine, la vision européenne de l'interculturalisme est une sorte de « rébellion stratégique des villes » contre la domination de la politique d'État (R. Zapata-Barrero, 2017). L'approche stratégique multiculturelle a été pensée au niveau de l'État et a rarement pris en compte la perspective multi-niveaux dans la mise en œuvre des politiques. Cette approche locale donne deux grandes forces à l'interculturalisme : la proximité, qui permet d'encourager les relations face-à-face et d'élaborer des politiques au niveau micro (R. Zapata-Barrero, 2015 ; 187) dans les espaces publics (Wood, 2015 ; Cantle, 2016) et le pragmatisme, d'une part parce que l'action et la pratique prévalent sur toute préconception de justice ou tout idéal d'égalité, et d'autre part parce que l'accent est moins placé sur la culture mais davantage sur le citoyen qui agit, donc interagit. Les préoccupations premières de l'interculturalisme ne sont pas des notions abstraites et universelles de justice liées à des droits dans un contexte de diversité, mais concernent une société qui tire parti de la diversité comme une ressource et qui assure dans le même temps la cohésion de la communauté. L'interculturalisme est également non idéologique, ce qui signifie que lorsque la politique interculturelle est

intégrée au niveau de la ville pour gérer la diversité, elle « résiste » aux variations idéologiques amenées par les différentes formations gouvernementales et est neutre d'un point de vue idéologique. C'est le cas pour la plupart des villes interculturelles participant au programme Cités interculturelles (ICC) du Conseil de l'Europe, et cela a été le cas pour l'analyse de la gouvernance interculturelle du réseau espagnol de villes interculturelles RECI (Zapata-Barrero, 2016). Lancé en 2011, le réseau RECI peut être considéré comme un exemple de bonne pratique de villes travaillant ensemble en échangeant des méthodologies, des instruments, des idées et des bonnes/mauvaises pratiques pour tenter de promouvoir les contacts, les interactions et les projets conjoints.

Nouvelles orientations du programme de recherche sur les politiques interculturelles

Aujourd'hui, la migration et la mobilité humaine sont représentatives de la mondialisation, avec un manque de contrôle inhérent sur les limites et l'impact sur l'économie et la prospérité. Dans nos cadres d'interprétation actuels, elles sont donc généralement vues comme opposées aux deux, d'une part à cause de la diversité qu'elles génèrent et d'autre part parce qu'elles sont la cible du nationalisme. Dans ce contexte, l'interculturalisme peut aider à générer certaines réponses, là où le multiculturalisme sans limite peut rencontrer des difficultés. C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles le paradigme de politique interculturelle peut être perçu comme un défi. Les citoyens du monde, cosmopolites et sans racines, sont autant méprisés des nationalistes que les multiculturalistes rigides. La période post-multiculturelle, où se situe le débat sur la politique de diversité, illustre le cercle vicieux dans lequel sont tombées les sociétés européennes. À l'ère du populisme, les principaux discours multiculturels alimentent les arguments et les sentiments anti-immigration, voire les opinions radicales sur l'intégration civile nationale, considérant les devoirs comme condition sine qua non des droits. L'approche basée sur les contacts du paradigme de politique interculturelle peut donc être vue comme une opportunité de rompre ce cercle vicieux.

La préoccupation multiculturaliste pour l'égalité et le partage du pouvoir contribue en définitive à la promotion des rencontres, mais cela ne signifie pas nécessairement qu'elles vont se produire. Par conséquent, il y a un besoin d'une politique dont l'objectif principal soit d'encourager les contacts entre les personnes. C'est ici que se situe le principal espace pour la légitimation de l'interculturalisme. C'est pourquoi nous pouvons aussi célébrer le fait que la stratégie décennale de la Fondation Anna Lindh, « Ensemble vers 2025 » (Fondation Anna Lindh, 2015) adhère à cette vague interculturelle comme alternative au discours extrémiste qui touche aujourd'hui de nombreuses sociétés du pourtour méditerranéen.

Ricard ZAPATA-BARRERO est professeur au Département de Sciences Politiques et Sociales de l'Université Pompeu Fabra.